



## FAIRE LE CHOIX DE LA CGT C'EST SE DONNER LES MOYENS DE LUTTER POUR :

### La défense de Pôle Emploi

Dans le cadre des politiques d'austérité, rien ne sera épargné, les chômeurs coûtent trop cher et le Pôle Emploi aussi. La Convention tripartite (État, UNEDIC, Pôle Emploi) et son corollaire le plan stratégique répondent parfaitement à cette logique :



*Dématérialisation - NPDE -  
Privatisation/Sous-traitance -  
Fermetures des agences l'après-midi  
« Recrutement » de bénévoles par le  
biais du service civique...etc.*

Le 22 février a démarré la négociation de la nouvelle Convention d'Assurance Chômage. Celle-ci se mène sous une pression politique considérable car l'exécutif a déjà fait savoir que l'UNEDIC devait réaliser des économies importantes sur le dos des demandeurs d'emploi et du Pôle Emploi.

L'information détaillée sur : <http://peidf.reference-syndicale.fr/2016/02/contre-la-fermeture-des-agences/>

### La défense du Code du travail et le retrait du projet de loi dit « travail »

Cette politique de destruction s'inscrit dans une offensive générale du gouvernement contre l'ensemble des salariés au profit du patronat et ce quelque soit leur statut. Le projet de loi « Travail » porté par la ministre El Khomri met à mort le code du travail et entérine l'inversion de la hiérarchie des normes en généralisant l'accord d'entreprise comme règle au dessus de la loi et des conventions collectives. Il ouvre ainsi la voie à la remise en cause de ces dernières avec :

**DANGER**

*La généralisation du chantage à l'emploi - La facilitation des licenciements  
La fin de la durée légale du travail - Le plafonnement des indemnités prudhommales  
L'astreinte qui devient du temps de repos si le salarié n'est pas sollicité  
L'augmentation de la durée légale du temps de travail des apprentis à partir de 15...*

L'information détaillée sur : <http://peidf.reference-syndicale.fr/2016/03/greve-des-agents-pole-emploi-9-mars-2016/>

### La défense de l'emploi et des droits collectifs

Le gouvernement a également inscrit dans la loi « Travail », le compte personnel d'activité (CPA) qui dresse le constat de la précarité en France et la tient pour acquise en la réglementant. Le CPA est mis en place pour attacher une série de droits sociaux à la personne et non plus au statut public ou à la convention collective. C'est ainsi un instrument de destruction de tous ces droits par l'individualisation totale des relations sociales. Un salarié ne pourra plus exiger de bénéficier des droits collectifs de son statut ou de la convention collective de l'entreprise mais uniquement de ceux inscrits dans son CPA.

L'information détaillée sur : <http://peidf.reference-syndicale.fr/2016/03/le-cpa-linstitutionnalisation-de-la-precarite/>

### La levée de l'Etat d'urgence

Toutes ces attaques se mènent dans le contexte de l'Etat d'urgence, régime d'exception qui conduit à des décisions autoritaires et arbitraires. L'Etat d'urgence est aussi aujourd'hui un moyen de brider la contestation et entraîne une vague de répression antisyndicale sans précédent. Quant à la déchéance de nationalité, la CGT n'acceptera jamais cette infamie qui crée une sous-catégorie de citoyen-nes, qui stigmatise les binationaux et qui divise la population.

L'information détaillée sur : <http://peidf.reference-syndicale.fr/2016/03/pour-la-levée-de-letat-durgence/>

**Pour la CGT Pôle emploi IDF Il y a urgence à :**

**RESISTER à Pôle Emploi pour exiger le retrait du NPDE, de l'accueil rénové et de la sous-traitance de nos missions.**

**RESISTER à ce gouvernement pour sauver le Code du Travail, exiger l'augmentation générale des salaires et du point d'indice et sortir de l'Etat d'urgence.**

